

## Culture



# Construction d'un espace national et identité ethnique : le cas du Québec 1930-1970

Bernard Bernier

Volume 1, numéro 1, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1077281ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1077281ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA), formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne d'Ethnologie

### ISSN

0229-009X (imprimé)

2563-710X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Bernier, B. (1981). Construction d'un espace national et identité ethnique : le cas du Québec 1930-1970. *Culture*, 1(1), 103-109. <https://doi.org/10.7202/1077281ar>

### Résumé de l'article

Le nationalisme québécois sous Duplessis était surtout le fait de la petite-bourgeoisie cléricale, issue de la crise de 1837-38, qui avait la mainmise sur le pouvoir d'État provincial. Ce nationalisme de nature réactionnaire et défensif, fut utilisé par Duplessis pour assurer la pénétration du capital américain. Le développement du capitalisme qui s'ensuivit allait à la longue, entraîner la baisse du pouvoir de la petite-bourgeoisie cléricale. Le nationalisme contemporain, conséquence de ce développement, va plutôt se concentrer sur la nécessité de créer un État et un territoire national québécois. Il s'agit donc d'une idéologie offensive promue par une bourgeoisie nationale en formation pour laquelle l'appareil d'État demeure l'outil privilégié.

# Construction d'un espace national et identité ethnique : le cas du Québec 1930-1970

Bernard Bernier  
Université de Montréal

Je ne pourrai évidemment pas, dans un si court article, faire le tour du sujet suggéré par le titre. En effet, une analyse poussée de la constitution de l'espace national en relation avec l'identité ethnique au Québec de 1930 à 1970 nécessiterait l'examen en détail des points suivants : l'évolution du secteur agricole, et ce, depuis 1760; le développement industriel du Québec face à celui de l'Ontario et des États-Unis, tant du point de vue de l'origine des investissements et des secteurs que des marchés visés; l'expansion du rôle de l'État et le développement du secteur public au Québec, surtout depuis 1960; la politique des divers gouvernements, tant fédéraux que provinciaux; les nombreux mouvements politiques et sociaux qui ont influencé les politiques gouvernementales; le développement du mouvement syndical; l'évolution du rôle du clergé et de l'Église; les idéologies diverses et leurs relations complexes aux classes sociales ou fractions de classes; enfin les modes de vie et leur modification. En un mot, il faudrait analyser l'histoire de la lutte des classes de 1930 à 1970, c'est-à-dire identifier les classes et fractions de classes en présence, leur base économique, leurs manifestations politiques et idéologiques. Dans certains cas, cette analyse devrait retourner à 1760, i.e. au moment de la conquête.

Cette tâche est d'autant plus complexe que les années 1930-1970 marquent une période de transition dans l'histoire du Québec : en effet, c'est dans cette période que le capitalisme monopoliste, surtout américain mais aussi anglo-canadien, s'implante défini-

tivement au Québec; c'est aussi dans cette période que la petite-bourgeoisie cléricale et réactionnaire issue de la solution de la crise politique de 1837-38 perd définitivement la domination de l'appareil étatique québécois.

À mon avis, malgré quelques tentatives intéressantes (Bourque et Légaré, 1979; Monière, 1977; Denis, 1979) l'analyse détaillée de cette période reste à faire. Les matériaux qui s'y rapportent sont disponibles : l'historiographie récente s'est penchée sur plusieurs aspects de l'histoire du Québec qui, s'ils ne se rapportent pas tous directement à la période 1930-1970, n'en donnent pas moins des informations importantes pour comprendre les forces sociales en présence dans cette période. Il est évidemment impossible ici de faire la synthèse des recherches antérieures.

Je me bornerai plutôt à tenter d'analyser les rapports entre les classes et fractions de classes en présence à deux époques particulières : celle du « règne » de Duplessis (1936-1939; 1944-1959) et celle de la fin des années 60. Pour ces deux périodes, je vais tenter d'identifier le courant nationaliste majoritaire et les groupes sociaux qui en furent les promoteurs.

## *I - Le règne de Duplessis : la tradition au service de l'expansion capitaliste*

Le règne de Duplessis a une signification complexe dans l'histoire du capitalisme au Québec. Homme de droite, admirateur de Mussolini et de

Salazar, défenseur de l'ordre, de connivence avec le haut clergé, Duplessis n'en a pas moins dirigé des gouvernements qui ont assuré la pénétration du capital monopoliste, surtout américain, au Québec. Il a aussi pris des mesures pour protéger le petit capital sous contrôle «canadien-français», mais sans vraiment empêcher l'expansion du capital anglo-canadien; et ce, tout en défendant une politique d'autonomie du Québec face au gouvernement fédéral et en adoptant des mesures franchement anti-ouvrières. Quant à sa politique agricole, elle était ouvertement favorable à l'agriculture; mais pendant les années où Duplessis a dirigé le gouvernement, le nombre des exploitations agricoles a baissé du tiers. Par ailleurs, défenseur de l'Église comme gardienne de nos valeurs morales, il n'en a pas moins manipulé avec habileté les évêques du Québec.

Duplessis est donc le symbole d'une politique complexe, apparemment contradictoire, qui fait référence à la tradition pour mieux assurer le contrôle du capital et au monde rural pour mieux protéger les industriels. C'est cette complexité qui fait que divers courants politiques actuels, de tendances opposées, se reconnaissent dans Duplessis.

Pour comprendre la signification de la politique de Duplessis, il faut se placer du point de vue des oppositions de classes à l'époque. Ces oppositions étaient le fruit d'un développement historique de plus de deux siècles dont je ne donnerai ici que les très grandes lignes.

En 1760, à cause de la faiblesse de la population anglophone, à cause aussi de l'affinité idéologique et culturelle entre les administrateurs anglais et les seigneurs français, l'administration anglaise accepte de maintenir le régime seigneurial et la coutume de Paris. Cette décision signifiait le renforcement du pouvoir de la classe quasi-féodale des seigneurs, y compris du clergé, sur la majorité de la population qui était constituée de paysans censitaires. Elle signifiait aussi l'alliance de cette classe de seigneurs avec l'administration et les marchands anglais, une alliance difficile mais qui durera jusqu'en 1854.

Le pouvoir de la classe des seigneurs dépendait, du point de vue économique, de la rente paysanne. Du point de vue politique, il dépendait du maintien du caractère ethnique de la population francophone et de son nombre. De là une politique de glorification du caractère français et catholique (important à cause de la force du clergé parmi les seigneurs) de la population et une politique de très forte natalité. Cependant, le maintien du système seigneurial et la politique de repli ethnique se heurtaient aux intérêts des commerçants anglophones qui voulaient élargir les échanges entre la colonie et la métropole: cet îlot francophone et catholique produisait peu pour le commerce et achetait aux petits manufacturiers locaux (francophones et anglophones) qui avaient intérêt au développement d'un

marché interne. Enfin, la politique nataliste, doublée de techniques agricoles périmées, ne pouvait qu'entraîner à la longue surpopulation et misère dans un cadre seigneurial qui, par législation, ne pouvait dépasser une certaine superficie. De là une crise agricole et sociale qui a débuté vers 1820, qui a culminé dans les événements de 1837-38 et qui s'est terminée avec l'abolition du régime seigneurial en 1854.

L'abolition du régime seigneurial eut pour effet, d'une part, la perte de la terre par les seigneurs. Cependant, d'autre part, elle entraîna l'endettement des paysans et leur dépendance vis-à-vis des seigneurs; car le mode de transmission de la terre prévoyait le paiement, par le paysan lui-même, de la terre à sa valeur. Si le paysan ne pouvait payer, il devait au seigneur des redevances annuelles; c'était comme l'ancienne rente, même si juridiquement la propriété de la terre avait changé de main. Les seigneurs ont donc maintenu leurs sources de revenu. De plus, leur domination politique sortit accrue de la crise de 1837-38 car la solution de cette crise entraîna la disparition de la force politique de la petite-bourgeoisie radicale et de la paysannerie. Les anciens seigneurs, en collaboration avec le clergé et les professionnels, surtout à la campagne, se firent les défenseurs d'une politique d'ordre et d'une idéologie fondée sur le respect de l'autorité. Du point de vue politique, cette coalition contrôlera l'appareil d'État québécois, mais dans un esprit de soumission à l'administration (puis au gouvernement) centrale. Économiquement, elle a vu se développer au Québec bon nombre d'industries contrôlées par des non-francophones. Elle a aussi assisté au développement de l'agriculture marchande. Soumise au gouvernement central qui, ouvertement, se faisait le défenseur des intérêts capitalistes dans le commerce et l'industrie, elle ne pouvait s'opposer politiquement à l'expansion du capitalisme commercial et industriel. Mais comme cette expansion, d'une part, transformait le monde rural, et d'autre part, amenait la création d'un prolétariat dont les conditions de vie et de travail extrêmement dures éloignaient de l'Église et encourageaient au militantisme, la petite-bourgeoisie régnante se devait d'insister lourdement sur les valeurs morales. Cette insistance a souvent été accompagnée d'un anti-capitalisme primaire, vantant le monde agricole, dépeint de façon idyllique, et dénonçant l'immoralité créée par l'expansion industrielle. Mais craignant le retour de mouvements insurrectionnels comme en 1837-38 (l'affaire Riel constituait un cas ambigu où la défense de l'ordre et la défense du français s'opposaient), et imbue de respect pour l'«autorité» fédérale, la fraction la plus active de la petite-bourgeoisie cléricale acceptait, tout en dénonçant les «abus», l'expansion capitaliste au Québec.

Cette expansion avait d'ailleurs suscité la création puis le développement d'une bourgeoisie canadien-

ne-française, la plupart du temps de collusion avec le capital anglo-canadien. Rapidement, cette bourgeoisie devint dominante à l'intérieur du Parti libéral. Le gouvernement de Taschereau marquera l'apogée de cette bourgeoisie, à la solde des intérêts capitalistes anglo-canadiens ou américains et extrêmement corrompue. C'est à ce type de gouvernement que Duplessis s'opposera.

En 1936, la crise sévit toujours. Le gouvernement Taschereau n'a pu l'enrayer. Le peuple est dans la misère. Le gouvernement est corrompu. La petite-bourgeoisie cléricale, dont une partie collabore avec Taschereau, en majorité s'élève contre la corruption du régime, contre la misère du peuple, contre le capitalisme de libre entreprise, à dominante anglo-canadienne. D'autant plus que le mouvement ouvrier devient de plus en plus militant et que l'on y retrouve des socialistes et des communistes. Certains segments de la petite-bourgeoisie cléricale souhaiteraient la fin de l'industrie et le retour au monde mythique de nos ancêtres agriculteurs. La majorité, toutefois, accepte l'industrialisation comme inévitable. Mais ils exigent que cette transformation de l'économie soit faite dans l'ordre et qu'elle respecte la doctrine sociale de l'Église. Celle-ci récuse la théorie de la lutte des classes, insistant plutôt, suivant Léon XIII, sur la collaboration entre capital et travail. Mais acceptant une idéologie hiérarchique issue de la philosophie du Moyen-Âge qui reconnaît à chacun sa place et à chacun son devoir d'état, la doctrine sociale de l'Église enjoint aux patrons, assimilés au père dans la famille, de diriger avec bienveillance et aux ouvriers d'accepter l'autorité du patron. À partir des années 30, suivant l'exemple de l'Italie fasciste puis du gouvernement de Salazar au Portugal, s'appuyant sur l'encyclique *Quadragesimo anno* de Pie XI (1931), les moralistes dominants dans l'Église québécoise ainsi que plusieurs intellectuels ont défendu la thèse « corporatiste ». S'opposant à la division des classes capitaliste/ouvrier, le corporatisme prônait l'organisation des corporations d'usines groupant en un seul organisme patrons et ouvriers. Ces corporations devaient en théorie éliminer les abus du libéralisme en plaçant entre l'État et l'individu une institution qui assurerait ordre et justice.

Cette tendance idéologique et politique avait, au Québec comme au Portugal et en Italie, les mêmes assises. En effet, il s'agissait d'une idéologie « réactionnaire, ... anti-démolibérale, anti-socialiste », pour reprendre les mots mêmes de Mussolini. En Italie et au Portugal, elle fut anti-parlementaire ; pas majoritairement au Québec où les partis de gauche étaient à toute fin pratique inexistantes. Les groupes sociaux et fractions de classe porteuses de cette idéologie étaient semblables dans les trois cas : l'Église, la petite-bourgeoisie intellectuelle catholique et les professionnels liés à l'Église, surtout à la campagne. On y retrou-

vait donc les idéologues imbus de l'autoritarisme, du traditionnalisme et de l'antisindicalisme véhiculés par les notables ruraux et par l'Église. En Italie, les boutiquiers jouèrent un grand rôle dans le fascisme, ce qui ne semble pas être le cas au Québec et au Portugal.

Duplessis était un admirateur de Mussolini et de Salazar. Mais il n'a jamais adopté le régime des corporations. Cela ne l'a évidemment pas empêché de prêcher la collaboration de classes, ni de décréter des mesures anti-ouvrières, ni d'utiliser la police pour briser les grèves. Je reviendrai sur ces points plus bas.

Par ailleurs, il existait à l'époque un courant « autonomiste » parmi la petite-bourgeoisie québécoise. Ce courant avait diverses bases. D'abord, les industriels québécois se trouvaient désavantagés devant le grand capital canadien et américain, protégé au Québec par le gouvernement Taschereau. Ces industriels réclamaient plus de protection de la part du gouvernement québécois. Par ailleurs, la petite-bourgeoisie qui traditionnellement, depuis 1841, avait en main l'appareil d'État québécois voyait les juridictions de cet appareil diminuer face au gouvernement fédéral. Elle voyait aussi le développement effréné du capitalisme monopoliste américain et anglo-canadien, encouragé par le gouvernement Taschereau, comme dangereux pour l'ordre social en ce qu'il entretenait la misère des masses et dissolvait l'agriculture traditionnelle. Une partie de cette petite-bourgeoisie, qui avait accepté plus tôt de se lier au Parti libéral, s'en détacha en 1934 et fonda l'Action libérale nationale ; et ce, pour des raisons nationalistes et de justice sociale. En gros, le programme de l'ALN était le suivant : libération économique et sociale des Canadiens-Français, lutte contre les trusts, défense des ouvriers, restauration de l'agriculture.

C'est avec ce mouvement que Duplessis fit une alliance juste avant les élections de 1935. En 1936, il remporte les élections. Par la suite, Duplessis laissera tomber l'aspect social du programme électoral, ne gardant que l'aspect agricole et l'autonomisme. Mais de fait, si sa politique agricole lui a attaché le vote rural, elle n'a pas empêché l'expropriation des petits paysans. Quant à sa politique autonomiste, elle eut un contenu assez ambigu : Duplessis voulait garder certains champs de juridiction provinciale, à cause du caractère national spécial du Québec, mais là s'arrêtait sa pensée sur ce point. Il voyait la Confédération comme inchangeable parce que son souci premier était le maintien de l'ordre.

Du point de vue de la situation de la classe ouvrière, Duplessis s'est toujours farouchement opposé aux syndicats. Suivant la doctrine de l'Église d'avant Léon XIII, il voyait dans les syndicats une entrave à la liberté du travail et à l'entreprise privée. Là-dessus, Duplessis était un conservateur, fondant son analyse sur la primauté de l'Église et sur la conviction que l'ordre social devait être immuable. Mais il était aussi

un champion de la liberté d'entreprise. L'autonomie provinciale devait assurer le jeu de la libre entreprise tout en maintenant les caractères catholiques et français de la province. Seul accroc à l'entreprise privée : les coopératives qui devaient préserver l'agriculture, base de l'ordre social québécois.

Sur ces points, hormis le libéralisme, on peut dire que Duplessis était un représentant du courant nationaliste dominant de l'époque : en effet, il acceptait sans broncher la théorie de l'ordre social immuable, issue de la philosophie thomiste ; et pour le protéger, il fallait l'autonomie (et non l'indépendance) du Québec. La tâche primordiale, partagée par à peu près tous les courants idéologiques de l'époque, c'est le maintien de l'ordre. Comme le régime fédéral faisait partie de cet ordre, il fallait le maintenir. Mais l'ordre social se devait d'être catholique : de là la quête de l'autonomie à l'intérieur du régime fédéral. La base de l'idéologie dominante de l'époque est donc conservatrice et cléricale. Elle est aussi traditionaliste et réactionnaire en ce qu'elle se réfère à un Régime français mythifié. Elle a aussi adopté une coloration fasciste avec le corporatisme, défendu par bon nombre d'intellectuels et de prélats québécois. Finalement, elle a adopté, dans certaines de ses manifestations, une composante antisémite.

Ce qui est le plus paradoxal, c'est que cette idéologie était anti-capitaliste, mais que le capitalisme s'est fortement développé à l'époque. À mon avis, cela vient du fait, non pas que l'idéologie traditionnelle était de par sa nature idéologique pro-capitaliste ou « moderniste », mais bien qu'elle jouait dans une situation historique où le développement industriel était inévitable. Le Québec faisait partie du Canada et même les plus farouches nationalistes québécois, par respect de l'ordre, acceptaient ce fait. Or, au Canada, la bourgeoisie, de plus en plus monopoliste, était dominante. Et elle collaborait à l'entrée massive du capital monopoliste américain. Le développement industriel était donc inévitable.

Même, on peut dire que l'idéologie traditionnelle a collaboré à l'expansion du capitalisme en prônant le respect de la propriété privée, le respect de l'ordre, la haine du socialisme et la collaboration de classes. Duplessis, en se faisant le champion de l'entreprise privée, fut l'un des instruments privilégiés de cette utilisation de l'idéologie conservatrice pour promouvoir l'expansion capitaliste et l'accumulation du capital.

Peut-on dire alors que l'idéologie de Duplessis et l'idéologie traditionnelle sous toutes ses formes étaient pro-capitalistes? Celle de Duplessis l'était, mais pas celle de la majorité des courants nationalistes de l'époque. Et c'est là que le rôle historique de Duplessis apparaît clairement.

Duplessis a réussi à faire la jonction entre l'idéologie traditionnelle anti-capitaliste et le capitalisme.

Cette jonction, il l'a faite en adoptant la majorité des aspects de l'idéologie traditionnelle de l'ordre et en les mettant au service de la défense de la libre entreprise. Il a pu accomplir cette jonction d'abord en accordant une certaine protection à l'agriculture et par là à la petite-bourgeoisie rurale traditionnelle ; ensuite en assurant aux membres de cette petite-bourgeoisie une voix et une forte représentation au niveau du gouvernement provincial. Ce faisant, il semblait protéger l'ordre social immuable au Québec. Et peut-être pensait-il qu'il le faisait réellement. De cette façon, il a réussi à s'attacher la petite-bourgeoisie traditionnelle, et ce, au moment où sa politique favorable aux capitalistes entraînait un développement industriel rapide et l'émergence de forces sociales qui allaient mettre en pièces les positions de la petite-bourgeoisie traditionnelle. Ces forces sociales, ce sont, d'abord, la bourgeoisie des grandes villes, appuyant le parti libéral ; les professionnels des grandes villes, avides d'emploi et préconisant un développement économique plus conforme aux lois économiques qu'à l'ordre social immuable ; les intellectuels s'opposant aux mesures anti-démocratiques de Duplessis ; et enfin, le mouvement ouvrier.

C'est de cette coalition que sortira, après la mort de Duplessis toutefois, le gouvernement de la révolution tranquille. Mais avant d'y arriver, concluons sur le nationalisme des années 1930-1960. Ce nationalisme était lié aux intérêts de la petite-bourgeoisie cléricale issue de la solution de la crise de 1837-38. Cette petite-bourgeoisie, imbue d'ordre et d'autorité, voyait la participation à la confédération comme nécessaire au maintien de l'ordre ; mais elle considérait l'autonomie du Québec comme essentielle au maintien des caractères catholique et français de la population, fondements du peu de pouvoir qui lui restait. Cette idéologie, dans un monde en plein développement capitaliste, a résulté plutôt dans l'intrusion rapide du capitalisme, surtout américain et anglo-canadien, sur le territoire québécois.

## II - *La révolution tranquille : la petite-bourgeoisie nationaliste au service du développement capitaliste.*

La mort de Duplessis en 1959, suivie de la défaite de l'Union nationale aux élections de 1960, allait marquer la fin de la main-mise de la petite-bourgeoisie cléricale réactionnaire sur l'appareil politique québécois. Le Parti libéral qui venait de prendre le pouvoir était majoritairement sous contrôle de professionnels modernistes, dont la tâche première était d'adapter l'État et l'éducation aux réalités économiques de l'époque. Cette petite-bourgeoisie jugeait que le retard économique du Québec vis-à-vis de l'Ontario venait de la domination des « élites » traditionnelles dont Duplessis était le représentant le plus typique. Pour eux, dans les mots mêmes de Lesage, les élections de 1960 avaient littéralement « libéré » la pro-

vince. Dès les débuts du gouvernement Lesage, la configuration de l'État québécois se transforme. On poursuit d'anciens ministres de l'Union Nationale mêlés au scandale du gaz naturel; on fait le ménage dans la fonction publique, congédiant les hauts-fonctionnaires nommés par l'ancien gouvernement et les remplaçant par des personnes imbues de l'idéologie moderniste. Le gouvernement Lesage crée de nouveaux champs d'intervention gouvernementale qui culmineront dans la nationalisation de l'électricité, la mise-sur-pied du régime d'assurance-hospitalisation et la création du ministère de l'éducation. Par ailleurs, il amorce une réforme de l'éducation et des politiques sociales. Le but de ces politiques est complexe. D'abord, il faut créer l'infrastructure économique propice à la venue d'investissements privés, pour la plupart étrangers; car la politique fondée sur le slogan « maître chez soi » n'exclut évidemment pas les entreprises capitalistes, qu'elles soient québécoises, canadiennes ou étrangères, bien au contraire. Ensuite, il faut, pour remplir les nouveaux emplois créés par l'expansion des activités gouvernementales et par l'arrivée de nouveaux capitaux, une main-d'œuvre bien formée et en santé. Pour cela, en plus de l'éducation et des mesures sociales, on compte sur la coopération des syndicats, surtout la CSN, à qui l'on donne des facilités d'organisation qui tranchent avec l'anti-syndicalisme de Duplessis. De fait, l'ensemble des politiques sociales avait aussi pour but de montrer au monde extérieur que le Québec pouvait se moderniser et protéger les droits démocratiques. Enfin, il fallait non seulement éliminer l'écart Québec-Ontario, il fallait aussi autant que possible assurer le développement des régions arriérées. De là, l'insistance sur des programmes de développement régional tel le B.A.E.Q.

Les grandes réformes se sont multipliées entre 1960 et 1965. Elles ont assuré la main-mise de la petite-bourgeoisie libérale et moderniste sur l'appareil d'État et sur la majorité des institutions, sauf au niveau local. Elles ont donné au Québec des structures politiques aptes à promouvoir le développement capitaliste. Mais elles n'ont pas entraîné la disparition ni de l'écart économique entre le Québec et l'Ontario ni des inégalités régionales de développement au Québec même. Par ailleurs, au moment où ces réalités commencent à être perçues, le Québec, comme l'ensemble du monde capitaliste, subit en 1965 une récession mineure. L'heure est au réexamen des politiques. Mais comme le Parti libéral est précisément en train d'évaluer l'impact de ses politiques, il perd les élections de 1966. Le nouveau gouvernement de l'Union Nationale, dirigé par Daniel Johnson, à l'inverse des craintes soulevées dès le lendemain des élections, ne redonnera pas le pouvoir à la petite-bourgeoisie réactionnaire. Mais, élu en tant que représentant de l'ordre ancien, Johnson se devra de ne pas initier trop de réformes.

Le gouvernement de l'Union Nationale n'en fut pas moins pris dans diverses contradictions qui le forceront à prendre position sur quelques problèmes. La principale contradiction fut celle qui fut créée par la montée des forces nationalistes au Québec. Le nouveau nationalisme québécois des années 60 différait grandement de celui de Groulx ou Henri Bourassa. D'origine urbaine, spécialement montréalaise, il était héritier de la tradition moderniste qui avait porté le Parti libéral au pouvoir en 1960. Ce nationalisme était au départ le fait d'une petite-bourgeoisie intellectuelle insatisfaite des réformes du Parti libéral. C'est que, dès 1962, il était clair que le retard économique du Québec sur l'Ontario n'était pas dû seulement à la petite-bourgeoisie réactionnaire ou à Duplessis. Pour les tenants du nouveau nationalisme, qui se réclamaient à la fois des Patriotes de 1837-38 et de la lutte de libération nationale du Tiers-Monde, la seule solution aux problèmes du Québec était l'indépendance politique vis-à-vis du Canada. Très rapidement, toutefois, divers courants se firent jour à l'intérieur même du mouvement nationaliste. La tendance la plus spectaculaire fut celle du FLQ, qui, à ses débuts en 1963, était composée en majorité d'étudiants universitaires dont l'idéologie politique était strictement nationaliste. Peu à peu, toutefois, le FLQ recruterait des intellectuels indépendants, des autodidactes et des militants ouvriers, et son idéologie s'approcha de celle de courants socialistes. Mais l'élément idéologique et politique fondamental du FLQ demeurerait le terrorisme comme moyen d'éveiller et de soulever les masses. En ce sens, le FLQ cadre bien avec divers mouvements terroristes, coupés du peuple, qui ont tenté de soulever les masses dans les pays industrialisés (Brigades rouges en Italie, Armée rouge au Japon, etc.).

Parallèlement se développera un courant nationaliste qui empruntera la voie électorale. De fait, il s'agit plutôt de plusieurs tendances qui, à certains moments, collaborent, à d'autres, s'opposent, et qui, finalement donneront naissance au Parti québécois. Le RIN regroupera surtout les nationalistes libéraux, bien qu'ait existé à un certain moment à l'intérieur du mouvement une certaine gauche. Le RIN fut surtout un mouvement d'intellectuels, plusieurs étant des universitaires. À sa droite, il y eut divers partis ou mouvements se réclamant du nationalisme traditionnel. À sa gauche, divers mouvements, allant du Parti socialiste du Québec à Parti pris et aux FLP se sont formés, scindés, fusionnés etc. C'est durant le règne de Johnson que sont apparus d'abord le Mouvement souveraineté-association, puis le Parti québécois. Ce dernier parti fut formé par la fusion des nationalistes libéraux, de quelques socio-démocrates et de quelques nationalistes traditionnels, en excluant les nationalistes de gauche. Ceux-ci formèrent divers petits mouvements qui ont eu quelquefois une forte

influence momentanée mais qui n'ont pas duré. Dès 1967, le PQ avait récupéré l'idéologie nationaliste, la gauche et la droite en étant réduites à tenter diverses actions plus ou moins efficaces. Ce qui cristallisa le nationalisme autour du PQ, ce fut la visite du général de Gaulle à l'été 1967, à l'occasion de l'exposition universelle. Cette visite força Daniel Johnson à dévoiler quelque peu son jeu.

En effet, poussé par le nationalisme québécois en montée, fidèle à la tradition autonomiste de l'Union Nationale, Johnson avait résisté aux empiètements du gouvernement fédéral sur les prérogatives provinciales. Il avait aussi accepté le fait que la position dominée des Canadiens-français au Canada était la cause principale du retard économique du Québec. De là son slogan : «égalité ou indépendance». Johnson voulait ainsi mettre le gouvernement fédéral et la population canadienne devant le fait que le Québec constituait une réalité sociale et politique particulière. Mais Johnson ne se croyait pas lui-même capable de faire l'indépendance.

La période du gouvernement Johnson représente donc une période de consolidation des acquis de la révolution tranquille. Du point de vue de la politique économique, on favorise l'entrée des capitaux étrangers. On tente aussi d'accélérer le développement du capital québécois, mais non en compétition avec le capital étranger. Cette politique entraîne le développement, mais assez lent, d'une bourgeoisie locale.

Le mouvement nationaliste centré sur le PQ, suivant une certaine tradition de la révolution tranquille mais en la renforçant considérablement, développe alors sa stratégie d'utilisation de l'État comme outil de formation d'une bourgeoisie québécoise. De fait, c'est là l'élément central de la politique économique du PQ. En effet, ce parti vise aussi à assurer la reproduction et l'expansion de la bourgeoisie québécoise non liée à l'État, mais cette bourgeoisie, dans sa majorité, favorise plutôt le Parti libéral. C'est que cette bourgeoisie ne se perçoit pas vraiment comme québécoise mais bien comme partie de la bourgeoisie canadienne. Son marché principal demeure le Canada et elle ne tient pas à le perdre. Le PQ représente plutôt une bourgeoisie nationale en formation, qui vise à intégrer les éléments de bourgeoisie déjà existants, mais qui tend à utiliser surtout l'État et les institutions coopératives pour se constituer véritablement en bourgeoisie nationale. Dans cette tentative, le PQ doit éliminer sa gauche car il a besoin de l'aide du capital étranger. Sa politique sociale ne doit pas dépasser la social-démocratie peu avancée. Le nationalisme du PQ est donc fondé sur la nécessité de contrôler une base d'accumulation, aux détriments de la bourgeoisie canadienne, représentée par le Parti libéral fédéral et provincial.

Avant 1970, cette politique du PQ n'était qu'un projet. C'est pourquoi le parti a pu se donner une politique sociale et ouvrière d'avant-garde, qu'il se

hâtera d'oublier dès sa venue au pouvoir en 1976. Mais à partir de 1968, bon nombre de «socialistes» québécois, convaincus de la nécessité de l'indépendance et impressionnés par le programme du PQ, se joindront au parti. D'autres, par contre, refuseront de se rallier, militant dans divers mouvements qui résulteront dans la création des partis d'allégeance marxiste dans les années 70.

Si l'on compare l'idéologie nationaliste des années 60 avec celle des années 30-50, on remarque que le nationalisme le plus récent, à l'inverse du nationalisme traditionnel, accepte la disparition de l'ordre traditionnel, veut promouvoir le développement du capitalisme et réclame le contrôle québécois sur ce développement. Évidemment, le nationalisme traditionnel se maintient et même tend à se renforcer à l'heure actuelle. Par ailleurs, un ancien ministre (Rodrigue Tremblay) préconise une politique de tendance néo-conservatrice fondée sur la liberté d'entreprise. Mais la tendance dominante, celle de l'aile parlementaire du PQ, veut favoriser la création d'une bourgeoisie nationale à travers l'appareil d'État, mais sans exclure le capital étranger. C'est cette option du nationalisme dominant depuis la fin des années 60 qui lui fait rejeter vigoureusement toute référence non seulement à la lutte des classes mais même aux classes sociales elles-mêmes. La notion centrale de l'explication est la nation, fondée dans l'histoire et toujours unifiée. Le PQ se présente lui-même comme le représentant de la nation, sans distinction de classes. Pour promouvoir le développement national, le parti préconise une politique anti-traditionnelle, c'est-à-dire une politique de développement industriel. Cependant, le PQ se doit de référer à la tradition et aux mythes nationalistes anciens en ce que la nation qu'il dit représenter a un passé et même un passé nationaliste. De là la référence à des nationalistes traditionnels et réactionnaires tels Lionel Groulx et Duplessis. Par ailleurs, le PQ doit, pour se faire élire, obtenir l'appui des ouvriers des grandes villes. De là sa politique sociale et ouvrière. Enfin, étant donné l'idéologie nationaliste, le PQ se doit de favoriser l'agriculture pour enrayer la forte dépendance du Québec envers les importations de denrées.

Le nationalisme actuel, qui apparaît dans les années 60 et qui sera synthétisé par le PQ à la fin de cette décennie, possède donc des caractéristiques très différentes du nationalisme traditionnel. Et ce, parce que les classes sociales qui l'ont suscité et contrôlé diffèrent dans les deux cas. Le nationalisme traditionnel, tourné vers le passé, est essentiellement culturel et anti-capitaliste. Il s'agit d'un nationalisme défensif, visant à protéger un pouvoir qui s'érode : celui de la petite-bourgeoisie cléricale. Ce nationalisme défend l'ordre traditionnel hiérarchique, catholique et français. Le nationalisme contemporain est centré sur la nécessité de développer le capitalisme

pour donner une base à une nouvelle bourgeoisie nationale. Il s'agit donc d'un nationalisme offensif, son but étant la création d'un territoire national sous contrôle de cette bourgeoisie nationale, à l'aide de l'appareil d'État.

#### RÉFÉRENCES

BOURQUE, Gilles et Anne LÉGARE  
1979 Le Québec. La question nationale, Paris, Maspero.

DENIS, Roch  
1979 Lutttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968, Montréal, Presses socialistes internationales.  
MONIÈRE, Denis  
1977 Le développement des idéologies au Québec, Montréal, Québec/Amérique.

## Serge Fleury, éditeur

Michel VOVELLE  
**De la cave au grenier.**  
**Un itinéraire en Provence au XVIII<sup>e</sup> siècle**

Tableau du monde provençal et itinéraire d'un historien, l'ouvrage part des bases essentielles d'une approche des structures sociales : le réseau urbain-villageois, les structures agraires et la société rurale... pour s'attacher à des réalités plus complexes : la famille, la culture populaire ou celle des élites, la sociologie religieuse et la sensibilité collective qui la prolonge et qui l'exprime.

L'auteur n'est pas moins sensible à la nécessité dialectique qui unit de telles approches au "flash" illustratif par lequel une aventure individuelle introduit plus directement au secret des attitudes : Sade, Mirabeau, Fréron, ou plus anonymement, tels notables du pays de Grasse démasqués par leurs papiers de famille, témoignent au fil de ces pages de ce va et vient indispensable entre l'histoire des masses et celle des individus.

*1 vol. broché, 15 x 22,5 cm, 488 pages*  
*Sept. 1980, prix unitaire \$29.95*  
*ISBN 2-89010-006-5*

**Pour Léon Poliakov — Le Racisme, mythes et sciences**

Sous la direction de Maurice OLENDER

À la fin des années soixante, Léon Poliakov invite un groupe de chercheurs à mener une série d'enquêtes pluridisciplinaires devant porter sur les diverses formes que peut prendre la discrimination, la xénophobie, le racisme ou d'autres formes de tensions socio-culturelles au fil des temps.

Comment la catégorie de l'"autre" — Juif ou monstre, amazone, sauvage ou femme — s'incarne-t-elle à des époques différentes et dans des espaces socio-culturels spécifiques ? Telle est l'interrogation principale de ce recueil.

Ont contribué à cet ouvrage collectif : Michel de Certeau, Michèle Duchet, Elizabeth de Fontenay, François Jacob, Albert Jacquard, Madeleine Jeay, Naïm Kattan, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie, Francis Martens, Serge Moscovici, Pierre Nora, Maxime Rodinson, Jacques Ruffié, Pierre Vidal-Naquet et Jean-Pierre Vernant, entre autres.

*En coédition avec les Éditions Complexe.*  
*1 vol. broché, 15 x 22,5 cm, 460 pages.*  
*Févr. 1981, prix unitaire \$34.50*  
*ISBN 2-89195-009-7*

Jean-Claude MULLER  
**Le roi bouc émissaire.**  
**Pouvoir et rituel chez les Rukuba du Nigéria Central**

Objets d'une incompréhension ethnocentrique, les chefferies africaines ont été, jusqu'à présent, mal évaluées. Les chefs y apparurent à tort comme des roitelets ratés ou comme un stade nécessaire dans l'évolution menant vers l'État.

À partir d'une ethnographie en profondeur d'une population du Nigéria Central, cette étude veut montrer que l'organisation politique de ce type de chefferie découle d'une idéologie *sui generis* dont les fondements sont directement fonction des rites qu'on fait subir au chef de village. Bouc émissaire supérieur dont le pouvoir est étroitement contrôlé et dont les rites d'intronisation engendrent toute une cosmologie qui le rend responsable en dernière instance des heurs et malheurs de la population, le chef peut être déposé s'il ne remplit pas son rôle mystique à la satisfaction de ses administrés. Il apparaît finalement être davantage leur prisonnier que leur souverain.

*1 vol. broché, 15 x 22,5 cm, 494 pages avec un cahier de 8 pages de photographies N & B*  
*Déc. 1980, prix unitaire \$29.95*  
*ISBN 2-89195-00-3*

Jean-Claude MULLER  
**Du bon usage du sexe et du mariage.**  
**Structures matrimoniales du haut plateau nigérian**

Que peut-il y avoir de commun entre un homme qui échange sa sœur contre une épouse, un autre qui donne sa fille à plusieurs maris successifs et un époux qui garde jalousement sa femme tout en la prêtant par ailleurs ? Quelle logique sous-tend la coutume d'obliger ici des relations prémaritales et là de les interdire avec vigueur ? Pourquoi les jeunes filles doivent-elles arriver vierges au mariage alors que là elles ne trouvent un époux qu'après être devenues mères des oeuvres d'un autre ? La réponse suggérée est que les populations du haut plateau nigérian ont découvert un grand nombre de solutions visant à se différencier les unes des autres par des pratiques matrimoniales baroques, utilisant leurs systèmes de mariage respectifs pour en faire un vaste groupe de transformations.

*1 vol. broché, 15 x 22,5 cm, 320 p. environ, avec un cahier de 8 pages de photographies N & B*  
*Parution mars 1981, prix prévu de \$19.50*  
*Commandes reçues dès maintenant.*  
*ISBN 2-89195-008-9*

C.P. 67, succ. B  
Québec, Qué.  
G1K 7A1  
Tél. (418) 692-3044